

Face au FN, seul un combat frontal peut sauver la droite

Il aura donc suffi d'une élection législative partielle, dont le premier tour se tenait dimanche 1er février dans le Doubs, pour confirmer de façon spectaculaire les divisions qui déchirent l'UMP. Et pour faire resurgir la confusion – presque la panique, désormais – de la droite française face à la menace du Front national.

Cela fait trente ans, en effet, que les responsables de la droite se balancent d'un pied sur l'autre, hésitant sur la conduite à tenir devant le parti d'extrême droite : accords électoraux lors de la municipale de Dreux en 1983, puis aux régionales de 1986 ; main tendue lors de la présidentielle de 1988, quand Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, assurait que " *le FN partage les mêmes valeurs que - la droite -* " ; accords dans plusieurs régions en 1998, en dépit du cordon sanitaire établi par les responsables du RPR ; " *front républicain* " avec la gauche, qui permit la réélection de Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen en 2002 ; " *Ni FN ni PS* " imposé par Nicolas Sarkozy à son camp lors des cantonales de 2011.

L'élimination de son candidat dans le Doubs a replongé l'UMP en plein pataquès et démontré, au passage, la faiblesse stupéfiante de Nicolas Sarkozy, deux mois après sa reconquête de la présidence du parti. Sans craindre d'être minoritaires, Alain Juppé et la numéro deux de l'UMP, Nathalie Kosciusko-Morizet, ont clairement appelé à " *faire barrage* " au Front national. D'autres caciques – François Fillon, Bruno Le Maire et Laurent Wauquiez notamment – ont fermement prôné le " *ni-ni* " en vigueur depuis quatre ans. Nicolas Sarkozy, pour sa part, a tenté un nouveau mot d'ordre (non au FN, mais liberté de vote), avant d'être carrément mis en minorité par le bureau politique de son parti, qui a imposé le " *ni FN ni PS* ".

Ce psychodrame est plus qu'inquiétant. Depuis quelques années, chacun savait que la digue fragile du " *front républicain* " avait cédé. A droite, mais aussi, bien souvent, à gauche, lorsque celle-ci s'est retrouvée dans une position similaire. Tant que Jean-Marie Le Pen était le " *diable de la République* ", le Front national restait, grosso modo, infréquentable. Depuis que sa fille lui a succédé et a entrepris de " *dédiaboliser* " son mouvement, elle a, non sans succès, privé ses adversaires de la condamnation " *morale* " prononcée contre l'extrême droite depuis la Libération.

Cela rend d'autant plus indispensable, et urgent, le combat politique contre ce parti. De deux choses l'une, en effet. Ou bien l'on considère que le FN, même s'il s'avance masqué, n'a renoncé à aucune de ses idées, reste un parti réactionnaire, xénophobe, islamophobe, europhobe et dangereux pour le pays, qu'il menace de plonger dans un chaos économique et dont il attise toutes les peurs et les fractures. C'est évidemment notre position. C'est celle qu'a exprimée, avec une salutaire fermeté, Alain Juppé : " *Je vois clairement que, désormais, notre principal adversaire politique est devenu le FN.* "

Ou bien, pour ménager les électeurs de droite, l'on finasse, l'on évite le combat frontal, l'on reprend à son compte les obsessions du FN – comme Nicolas Sarkozy l'a fait à la fin de son mandat et durant sa campagne de 2012 – et l'on établit une fausse symétrie entre l'extrême droite et la gauche. Le risque est clair : perdre non seulement ses électeurs, mais aussi ses valeurs. Et ouvrir un peu plus le chemin du pouvoir à la présidente du FN.

